• CORONAVIRUS ET PANDÉMIE DE COVID-19

Covid-19 : du rejet des masques à la remise en cause de la deuxième vague, comment le discours des médecins « rassuristes » a émergé

Portées par les médias et par les réseaux sociaux, de nouvelles figures scientifiques plus ou moins légitimes ont émergé en tenant un discours à rebours de celui des autorités sanitaires.

Par , Assma Maad et Juliette Mansour

Publié aujourd'hui à 11h54, mis à jour à 12h01 • Lecture 12 min.

Article réservé aux abonnés

Les Français ont-ils relâché leur vigilance après la première vague épidémique, causant ou aggravant la seconde ? Ont-ils été incités à le faire à force d'entendre ou de lire, à la télévision ou sur les réseaux sociaux, des propos émanant de médecins ou de scientifiques – plus ou moins spécialistes du sujet – minimisant l'extrême sérieux de la crise sanitaire liée au Covid-19 ?

Ces derniers, que certains médias (*Libération, L'Express*) ont qualifiés de *« rassuristes »,* sont des scientifiques, pourvus de leur rond de serviette sur des plateaux de télévision, qui ont relativisé la dangerosité de l'épidémie au lendemain de la première vague, et ont rejeté l'idée d'un reconfinement, comme celui mis en place depuis le 30 octobre.

Comme d'autres médecins, le professeur de médecine intensive en réanimation à l'hôpital Avicenne, à Bobigny (Seine-Saint-Denis) Stéphane Gaudry a pointé, lors d'une interview remarquée sur BFMtv, l'irresponsabilité des médecins qui ont nié l'arrivée d'une deuxième vague.

Dès les prémices de la crise sanitaire, des voix scientifiques dissidentes, à rebours d'un relatif consensus scientifique sur la dangerosité du virus, ont émergé. Portées aux nues par la télévision et la visibilité que leur confèrent les réseaux sociaux, de nouvelles figures, plus ou moins légitimes en la matière, se sont ainsi distinguées. Parmi elles, Christian Perronne, Laurent Toubiana, Jean-François Toussaint, Patrick Bellier, Eve Engerer,...

De gauche à droite : Christian Perronne, Laurent Toubiana, Eve Engerer et Jean-François Toussaint.

Tous ont en commun une parole décomplexée et critique vis-à-vis des décisions publiques, frôlant, pour quelques-uns, le complotisme. Ces infectiologues, pneumologues, épidémiologistes, médecins généralistes, ont profité du contexte sanitaire et de certains revirements politiques pour inoculer le doute et asséner des contre-vérités. Dès le début de la crise sanitaire, ils ont minimisé la gravité de l'épidémie, nié l'existence d'une deuxième vague, défendu infatigablement l'hydroxychloroquine, critiqué le rôle des masques, ou alerté de leurs dangers supposés.

Leur lien avec la médecine et leurs certitudes les ont rendus audibles. Notre vie quotidienne serait bien plus simple s'ils disaient vrai : le virus aurait muté en une forme moins dangereuse, le masque serait inutile et la deuxième vague serait une chimère. *« Cette agrégation de profils hétérogènes est un mélange assez baroque de gens parfois compétents, mais pas toujours sur les sujets sur lesquels ils s'expriment*, observe Michel Dubois, sociologue et directeur de recherche au CNRS. *Ce débat montre*

bien la porosité du scientifique et du politique, avec des personnes qui utilisent une sorte de capital scientifique pour investir un terrain essentiellement idéologique et politique. »

Retour non exhaustif sur l'imprégnation de ces discours scientifiques *« alternatifs »* depuis le début de la crise.

- **« Rhume monté en épingle » et conseils mensongers de médecins sur WhatsApp**

Avant que l'épidémie ne s'accélère début mars, le débat public autour du coronavirus semble rassurant et la menace paraît lointaine. L'idée selon laquelle ce nouveau virus apparu fin 2019 est anodin, est relayée par des médecins. Le professeur Didier Raoult, spécialiste des maladies infectieuses, explique début février qu'il n'y a *« pas de raison d'avoir peur »* de ce virus qu'il qualifie de *« pas si méchant »*.

Début mars, le très médiatique Michel Cymès déclare qu'il n'y a *« absolument aucune raison de s'inquiéter »*. Le médecin estime que *« c'est une forme de grippe un peu plus cognée »*, mais que *« ça reste une maladie virale comme on en a tous les ans »*. Il fait un *mea culpa* le 16 mars, estimant avoir *« probablement trop rassuré les Français »*.

Sur les réseaux sociaux, l'idée selon laquelle il s'agit d'un *« gros rhume monté en épingle »* circule beaucoup jusqu'à la mi-mars. Ainsi, cette lettre virale du docteur Schmitz, *« spécialiste en médecine naturelle »*, concluant que *« l'épidémie est ailleurs »*, et doutant *« de la potentielle gravité de cette épidémie en France »*.

De nombreux utilisateurs des réseaux sociaux ont relayé les lettres du Dr Schmitz.
CAPTURE D'ÉCRAN FACEBOOK

En parallèle, les témoignages anonymes d'« amis médecins » et les conseils médicaux vantant les mérites de boissons chaudes se multiplient sur Facebook et WhatsApp. Les exemples sont légion. Parmi eux, le courriel d'un praticien hospitalier qui rapporte les conseils douteux de *« médecins chinois »* recommandant de boire de l'eau *« toutes les quinze minutes »* pour lutter contre le coronavirus. De faux conseils rassurants d'autant plus irresponsables qu'il n'existe encore aujourd'hui aucun traitement décisif contre le Covid-19. Toutes ces cautions scientifiques, fictives ou non, ont favorisé la diffusion de fausses informations chez une population plongée dans une actualité déjà bien anxiogène.

Lire aussi | **Coronavirus : le piège des rumeurs « validées par un médecin »**

- **Raoult et l'hydroxychloroquine à l'encontre de la doxa**

L'émergence de Didier Raoult dans le débat public, en février, marque un tournant. Le traitement préconisé par l'infectiologue, à base d'hydroxychloroquine, suscite un intérêt massif chez les Français. Son expertise dans le domaine des maladies infectieuses, son assurance devant les caméras et sa position critique envers l'exécutif contribuent à construire une image de figure dissidente.

Mais au-delà de Didier Raoult lui-même, dont on ne peut nier l'expertise, se sont pressés dans son sillage des scientifiques, pas toujours spécialisés dans le domaine des maladies infectieuses, qui ont défendu inlassablement le professeur et son protocole avec des arguments parfois mensongers. Et ont profité de leur notoriété soudaine pour aller beaucoup plus loin que la simple défense d'un traitement ou d'un scientifique critique envers son ministre de tutelle. A coups de témoignages sur Facebook ou YouTube, ou de passages télévisés ou radiophoniques, ils vont contribuer à instiller le doute chez une frange de la population en quête de voix rassurantes.

Le plus illustre d'entre eux se nomme Christian Perronne. Cet infectiologue controversé dans le monde médical a arpenté nombre de plateaux de télévision pour défendre le traitement du Pr Raoult. Il est notamment à l'origine d'une pétition demandant à assouplir l'usage de l'hydroxychloroquine, dont son association avec l'azithromycine n'a toujours pas démontré son efficacité.

Ses interviews connaissent un écho considérable sur Internet, avec des séquences largement disséquées et visionnées. Mais ces propos vont parfois très loin. Il affirme que des opposants au traitement ont été *« achetés »* par l'industrie pharmaceutique, ou que 25 000 morts auraient pu être évités si des patients contaminés avaient été traités avec l'hydroxychloroquine (propos pour lesquels le Conseil national de l'ordre des médecins a été saisi au mois de juin).

« Je regarde les faits, j'ai essayé d'éclaircir le débat, mais je n'ai pas été écouté. J'ai été taxé de complotiste à chaque fois que je disais que l'hydroxychloroquine marchait », déplore Christian Perronne auprès du *Monde. « Aujourd'hui, il y a encore des papiers qui écartent le traitement du Pr Raoult alors que j'ai réétudié avec un groupe d'experts ce qui a été publié sur l'hydroxychlotoquine et ça marche »,* atteste-t-il.

« Pendant cette crise, on a voulu faire de la médecine une science purement mathématique : s'il n'y a pas de preuve absolue on n'a pas le droit de démarrer quelque chose, mais c'est complètement à l'opposé d'une stratégie de santé publique où il faut agir. »

Parmi les défenseurs de l'hydroxychloroquine, figure également Nicole Delépine, oncologue à la retraite. Ses interventions médiatiques en faveur de Didier Raoult ont contribué à mettre en lumière cette ancienne salariée de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), convaincue de la mainmise de *« Big Pharma »*, opposée au confinement et au port du masque, ainsi qu'aux tests PCR, qu'elle qualifie de *« fraude »*. Elle incarne à son tour, avec des positions très radicales, une forme de caution scientifique auprès de personnes convaincues, comme elle, d'une *« propagande de la peur »* de l'exécutif.

Jointe par *Le Monde*, Nicole Délépine estime qu'elle n'est *« ni "rassuriste", ni complotiste »,* mais qu'elle expose *« des faits, même s'ils contredisent la parole changeante du gouvernement »*. Selon elle, ses *« combats antérieurs pour la liberté de soigner et le respect du serment d'Hippocrate »* offrent une légitimité à *« notre parole désintéressée, contrairement aux conflits d'intérêt non déclarés de membres du conseil scientifique et de trop de médecins invités habituels des plateaux »*.

En parallèle, fleurissent en ligne des témoignages de médecins défendant le traitement de l'infectiologue. Ainsi, cette *« saine colère »* virale du médecin généraliste Jean-Louis Bellaton :

« Oui, on n'est pas certain de l'efficacité de ce traitement. Mais alors, que proposer à nos patients ? Pour mes amis et parents, comme pour moi, je n'ai pas hésité. (...) J'en ai prescrit comme tous les autres médecins pendant cinquante ans (sans qu'on m'emmerde). »

« La saine colère du docteur Jean-Louis Bellaton ». CAPTURE D'ÉCRAN FACEBOOK

L'étude défavorable à la combinaison hydroxychloroquine-azithromycine publiée fin mai dans *The Lancet,* et la polémique qui suit, conforte les défenseurs de Didier Raoult. Qualifiée de *« foireuse »* par ce dernier, cette publication conduit à la suspension temporaire d'essais cliniques sur l'hydroxychloroquine en France, et met fin à l'utilisation exceptionnelle du traitement pour les patients atteints du Covid-19. Quelques jours plus tard, la revue désavoue finalement l'étude. Le

« Lancetgate » fera date. Ce monument de la science institutionnelle qui vacille est du pain béni pour des discours marginaux qui trouvent alors un argument de poids pour contester les institutions.

Lire aussi | **Coronavirus : le « Lancetgate » révèle des failles de l'édition scientifique**

- **Un discours antimasque aux relents complotistes**

Ces discours alternatifs ne se limitent pas à l'hydroxychloroquine ou aux faux conseils de médecins, ils mettent en cause différents pans de la gestion sanitaire et dessinent une fronde antirestriction qui s'illustre en particulier avec la question des masques. Avec l'idée que ces derniers serviraient à asservir la population alors que l'épidémie serait terminée. Pour l'historienne Valérie Igounnet, interrogée dans les colonnes du *Monde* en août, un discours antimasque s'est installé, à son tour, dans un climat de défiance général vis-à-vis des institutions :

« La défiance imprègne notre société, elle est de plus en plus prégnante. Le discours antimasque et antivaccins est une dérive de plus de cela. »

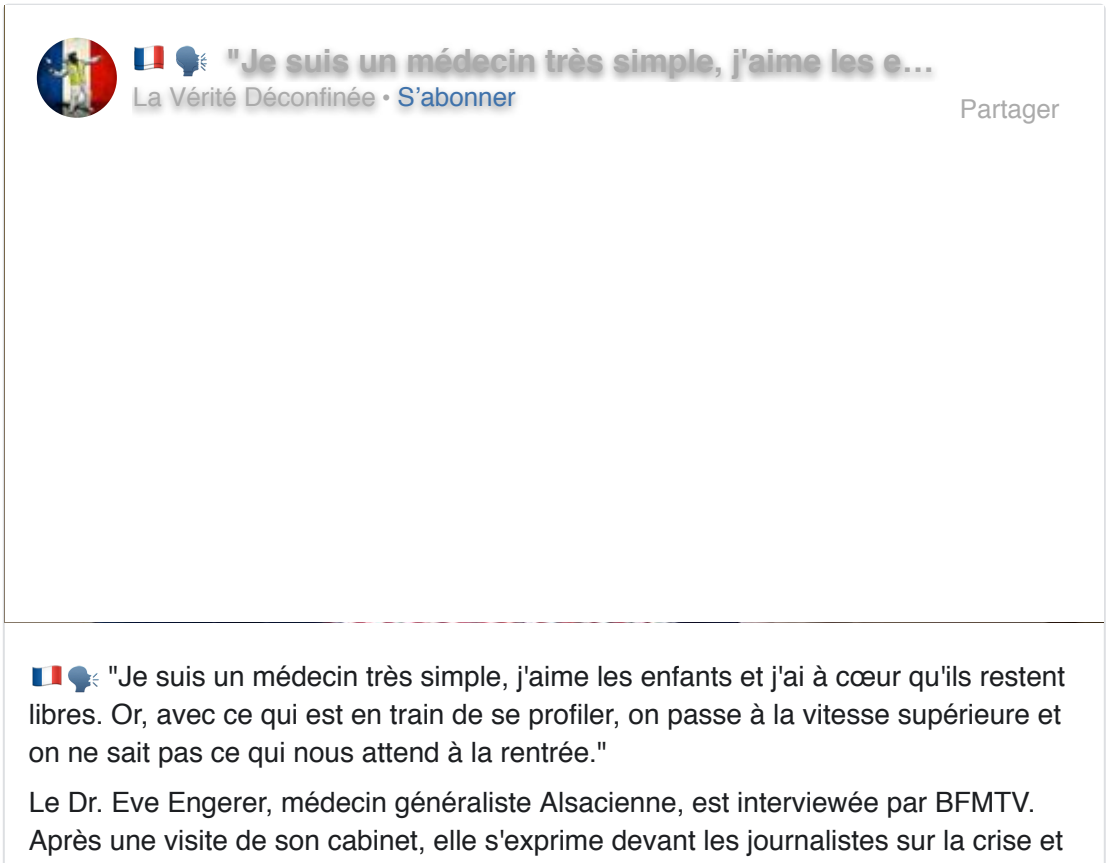
Cette défiance cible d'abord les institutions. Après avoir préconisé le port du masque pour les soignants et les malades uniquement, le gouvernement avait subitement changé de stratégie au printemps, avant d'encourager l'ensemble de la population à se protéger. Lorsque le port obligatoire du masque en extérieur se généralise, alors qu'aucun consensus scientifique sur la question n'existe vraiment, des doutes émergent encore. Ces injonctions paradoxales contribuent davantage à une certaine méfiance vis-à-vis du discours des autorités. Si le débat sur l'hydroxychloroquine est à l'origine une querelle scientifique, le port du masque concerne, lui, chacun dans son quotidien, et constitue ainsi une question polarisante.

La grogne s'exprime d'abord en ligne et plusieurs praticiens y contribuent. Des médecins publient des témoignages, assurant que le masque serait inutile, voire dangereux : il provoquerait un manque d'oxygène, ou de graves irritations cutanées. A tel point que certains professionnels refusent de le rendre obligatoire, et l'assument publiquement. A l'image d'Eve Engerer, médecin généraliste exerçant en Alsace qui publie, en août, sur Facebook, un faux certificat médical permettant de s'affranchir du port du masque pour *« contre-indication médicale »*. Le document connaît immédiatement un grand succès sur les réseaux sociaux.

Autre figure scientifique antimasque, le pneumologue lyonnais Patrick Bellier qualifiant *« ces imbéciles, épidémiologistes, infectiologues »* qui préconisent le port du masque de *« criminels »*, qui *« emmerdent avec leurs masques obligatoires pour une épidémie qui est terminée »*.

Eve Engerer, un médecin généraliste exerçant en Alsace, publie, en août, sur Facebook, un faux certificat médical permettant de s'affranchir du port du masque pour « contre-indication médicale ». CAPTURE D'ÉCRAN FACEBOOK

Ces médecins réfractaires trouvent un moyen d'expression grand public grâce à des chaînes de télévision et radio qui tendent régulièrement, à la rentrée, leur micro à ces porteurs de paroles contestataires populistes. Eve Engerer est médiatisée grâce à un reportage de BFM-TV, dans lequel elle assure que le masque est un *« rituel de soumission des francs-maçons »*, et qu'il vise juste à *« embrouiller les Français, pour leur faire peur »*. Patrick Bellier intervient, lui, sur CNews pour expliquer que le *« masque ne sert à rien »*, et qu'il peut *« peut-être provoquer d'autres maladies* (...) *car il se remplit de nos germes personnels »*.



Le discours antimasque, devenu un repaire à complotisme, dépasse le virtuel. Il s'exprime jusque dans la rue. Mais comment mesurer l'impact réel de ce discours radical au sein de la population ? *« Le risque est de raisonner dans un temps très court, alors qu'il faudrait remettre cela dans une perspective plus longue pour refroidir les choses »,* met en garde le sociologue Michel Dubois, d'autant que les réseaux sociaux *« sont le lieu d'expression par excellence des minorités actives, et des outils de mobilisation très importants pour la diffusion d'un contre-savoir ».* Le directeur de recherche au CNRS précise :

« Toutefois, il faut sortir du monde numérique, et revenir à la réalité de l'influence de ces figures sur une population plus large. C'est un vrai enjeu scientifique que d'essayer de comprendre l'articulation entre ce qui se passe en ligne, et qui a des effets indéniables mais limités, et ce que l'on peut mesurer sur une population générale. »

Lire aussi | **« La défiance imprègne notre société » : le discours antimasque, nouveau terreau complotiste**

- **Deuxième vague et recrudescence des discours rassurants**

A la sortie du premier confinement en mai, le gouvernement met en place des mesures sanitaires strictes. Des scientifiques, dont Didier Raoult, fustigent les mesures préventives jugées trop contraignantes, voire liberticides, alors que l'épidémie est, selon eux, finie. *« L'épidémie est en train de se terminer.* (...) *Il n'y a nulle part de deuxième vague, ni de dos de chameau, c'est la courbe banale »,* avance ainsi le Pr Raoult, en mai. Le Conseil scientifique est nettement moins optimiste : en juin, il estime qu'une recrudescence de l'épidémie est *« extrêmement probable »* à l'automne.

Le nombre de cas de Covid-19 augmentant régulièrement au milieu de l'été, les restrictions sanitaires se durcissent, telles que la généralisation du masque en extérieur et dans les entreprises. Elles ne sont pas du goût de tout le monde. Dès lors, on assiste à une recrudescence d'un discours niant la réalité d'une reprise épidémique, ou accusant le gouvernement de fabriquer cette menace. Début septembre dans *Le Parisien,* trente-cinq chercheurs demandent à ne plus *« être gouvernés par la peur »*. Deux semaines plus tard un texte publié dans *Mediapart* appelant à *« changer de stratégie sanitaire »* décrit la *« prétendue deuxième vague »* comme *« une aberration épidémiologique »*.

Parmi les signataires de ces textes, plusieurs d'entre eux sont déjà bien connus des téléspectateurs et internautes comme Christian Perronne, mais aussi le spécialiste en physiologie et épidémiologie du sport Jean-François Toussaint, ou l'épidémiologiste Laurent Toubiana. Ils ont déjà pris publiquement la parole à plusieurs reprises comme le professeur Toussaint qui, parmi d'autres, expliquait en juillet que *« la vague épidémique est passée en France »*. Contacté, M. Toussaint n'a pas donné suite à notre demande d'entretien. Plus récemment, Laurent Toubiana assurait à la rentrée que l'épidémie était tout bonnement *« derrière nous »*.

Interrogé par *Le Monde,* M. Toubiana maintient son propos, et assure que la menace liée au Covid-19 *« n'a aucune commune mesure avec les moyens mis en œuvre, le plus souvent à contretemps, pour la contrer. »* Selon l'épidémiologiste de l'Inserm, le péril lié au coronavirus qu'il qualifie d'*« amplifié »* et d'*« exagéré »,* n'existe pas :

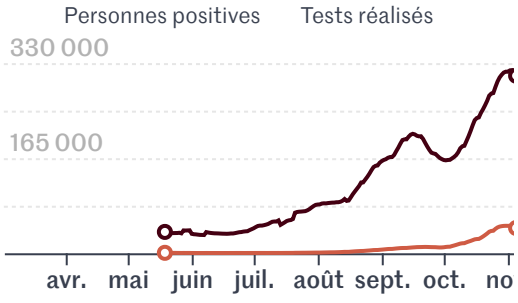
> *« Il ne correspond pas à une réalité factuelle d'une crise sanitaire majeure telle qu'elle a été annoncée avec le spectre grandiloquent de la Grippe espagnole. Cette hyper-maximisation du danger constitue une forme de manipulation des esprits soumis déjà à une incertitude, qui elle-même engendre la peur, et donc la quasi-impossibilité de réfléchir froidement et sereinement à un événement. »*

Pour le gouvernement, et de nombreux autres spécialistes, la situation actuelle est pourtant bien *« grave »,* la progression de l'épidémie *« rapide »,* et la *« deuxième vague »* bel et bien présente. En conséquence, Emmanuel Macron annonce le 29 octobre le reconfinement du pays jusqu'au 1er décembre au moins. Mais ce nouveau confinement pourrait ne pas suffire. *« Il y a* (...) *devant nous de nombreux mois avec une situation extrêmement difficile »*, avertit le Conseil scientifique.

Suivre les chiffres de la pandémie en France

mis à jour le **8 nov.**

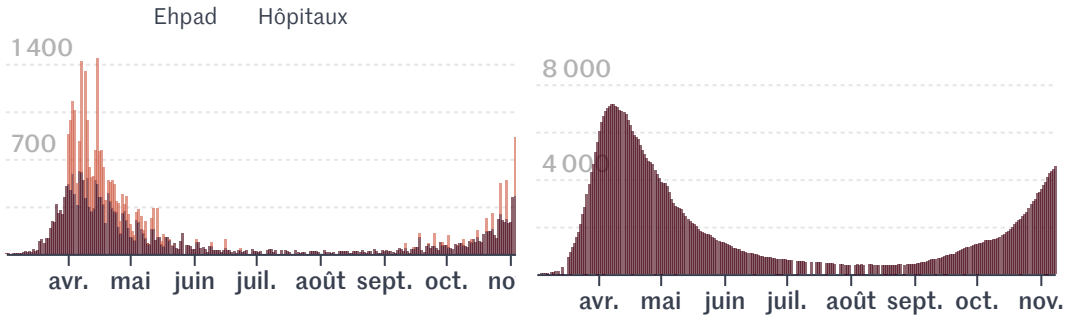
En moyenne, au 5 novembre, **43 876** personnes sont testées positives chaque jour.



Ces dernières 24h, **270** personnes sont mortes du Covid-19 à l'hôpital.

- **38 619** nouveaux cas ont été notifiés à Santé Publique France ces dernières 24 heures (soit 1 787 324 cas confirmés depuis mars)
- **40 439** décès ont été comptabilisés depuis mars (dont 12 509 dans les Ehpad)
- **+ 118** personnes en réanimation ces dernières 24h

Actuellement, **4 539** personnes atteintes du Covid-19 sont en réanimation.



Pour en savoir plus sur les chiffres

La dynamique « rassuriste » est *« paradoxale »*, constate Michel Dubois, car elle consiste *« à essayer de produire un retour à la confiance à partir de la pratique du soupçon généralisé, notamment vis-à-vis de la communauté scientifique »*. Néanmoins, estime le directeur de recherches au CNRS, *« l'étude des sciences nous a appris que les controverses peuvent être socialement utiles, qu'elles peuvent contribuer à remplir une fonction d'apprentissage collectif, notamment sur la difficulté à construire le consensus scientifique »*. Ces discours scientifiques discordants ont-ils pour autant significativement altéré la confiance générale envers la science ? *« Difficile d'anticiper à l'heure actuelle l'impact de ce cadrage binaire entre alarmistes et "rassuristes". Pour étudier les fluctuations de l'image des sciences, il faut se laisser le temps long de la recherche et toujours se méfier des relevés à un moment donné »*, concède-t-il.

Lire aussi | **Covid-19 : des médecins et des chercheurs critiquent la « gestion par la peur » du gouvernement et son conseil scientifique**

Retrouvez tous les articles de vérification des Décodeurs dans **notre rubrique**.

- Installez notre extension gratuite pour les navigateurs (Chrome/Firefox) pour savoir en un clin d'œil si les sites que vous consultez sont fiables
- Testez les sites sur notre moteur de recherche
- Retrouvez nos conseils pour éviter les fausses informations

Assma Maad et **Juliette Mansour**

Services